

Le Burundi ferme son bureau de l'Onu aux droits de l'Homme

@rib News, 05/03/2019 Source Reuters Les autorités burundaises ont contraint les Nations unies à fermer leur bureau des droits de l'homme au Burundi après 23 ans de présence dans le pays, a déploré mardi la haute commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

Le gouvernement du Burundi estime que cette représentation n'est plus utile car le pays a suffisamment progressé en matière de droits de l'homme, explique l'ancienne présidente chilienne dans un communiqué. "C'est avec grand regret que nous avons décidé de fermer notre bureau au Burundi après 23 ans de présence dans le pays", a déclaré Michelle Bachelet. De nombreux progrès en termes de droits de l'homme au Burundi sont menacés depuis 2015, date à laquelle le président Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat, ce que lui interdisait alors la Constitution, a ajouté la haute commissaire. La décision de Nkurunziza a provoqué des violences dans le pays et une campagne de répression contre les opposants. En octobre 2016, le Burundi a cessé toute coopération avec le bureau de l'Onu à la suite de la publication d'un rapport d'experts indépendants mandatés par l'Onu estimant que le gouvernement burundais et ses partisans étaient responsables de crimes contre l'humanité.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});